



# النشاط الوزاري

## Activité ministérielle

ANNÉE AGRICOLE 2024

## Un programme prometteur

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé dernièrement la mise en œuvre du programme de plantation d'arbres fruitiers résistants et d'espèces de fruits secs ainsi que la mise en place de nouveaux mécanismes en vue d'appuyer les filières des cultures industrielles, à l'instar du maïs, de la betterave sucrière et des plantes oléagineuses. Rappelons également, à propos des plantes oléagineuses, qu'un projet de réalisation du complexe de trituration de graines oléagineuses, à Jijel, a été évoqué lors de la dernière réunion de gouvernement, qui devra être réceptionné à la fin du premier semestre 2024, en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «Tous ces projets sont, à mon sens, très prometteurs.

Nous pouvons faire plus, eu égard à nos potentialités en termes de surfaces agricoles, et contribuer ainsi à renforcer davantage notre sécurité alimentaire et réduire l'impact des changements climatiques sur l'agriculture», estime l'expert en agronomie Ammar Foufou, signalant que l'un des défis majeurs à relever par les décideurs de par le monde est de trouver les

moyens les plus efficaces pour produire suffisamment de nourriture pour une population de plus en plus croissante, tout en préservant les ressources naturelles et en évitant d'exacerber davantage le réchauffement climatique. Il a déploré, dans ce même contexte, qu'un tiers de la nourriture produite dans le monde soit périmée ou gaspillée.

### PROJETS STRATÉGIQUES DANS LA CULTURE OLÉAGINEUSE

Il fera savoir que de nombreux projets de recherche ont été lancés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en collaboration avec le secteur socio-économique autour de la sécurité alimentaire. Les projets nationaux de recherche notamment, pour booster l'agriculture dans ses différentes filières, la culture végétale et sylvicole. «Ces projets, en cours de soumission, ont pour but la relance de la recherche et le développement dans le domaine de la sécurité alimentaire en Algérie. Grâce à nos capacités et à nos potentialités territoriales et en ressources, notre pays pourrait devenir un pôle régional dans la production des légumineuses», assure-t-il. Evoquant le projet de réalisation du complexe de trituration



de graines oléagineuses, il affirmera qu'il est stratégique sur le plan économique, d'autant que l'Algérie s'est lancée dans le projet de culture de colza et d'autres oléagineuses. «Il reste à consolider et à accompagner la mise en œuvre de ces projets pour un meilleur rendement des programmes des cultures oléagineuses lancés depuis 2020, notamment dans certaines régions agricoles du pays, notamment à Sétif et à Skikda», conclut-il.

■ Farida Belkhir

## L'EXPRESSION

Le Quotidien

### TRIOMPHE DE L'ALGÉRIE SUR LA FIÈVRE APHTEUSE

## Les vertus de l'anticipation

FACE au grand défi de la sécurité alimentaire, le seul « vaccin » est une approche proactive et adaptative...

■ WALID AÏT SAÏD

L'Algérie a vaincu la fièvre aphteuse ! L'épidémie qui touche le cheptel du pays depuis quelques semaines a été maîtrisée. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Youcef Cherfa. Les services du ministère ont relevé avec succès le défi en mettant en œuvre une stratégie proactive, immunisant 70 % du cheptel touché. «Les premiers résultats sont le fruit de notre anticipation, avec une vaccination rapide du bétail dès les premiers cas détectés», a déclaré fièrement le ministre. Cherfa a mis son savoir-faire au service du secteur en ayant une longueur d'avance sur cette menace. C'est là, la vision que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune veut insuffler à tous les secteurs. Depuis son élection à la tête du pays, la

stratégie du chef de l'État s'articule autour de la prévision. «Gérer, c'est prévoir» est le maître-mot du président Tebboune. Comme cela a été le cas avec le changement de cap de la gestion des ressources en eau dans le pays, en passant des eaux de surface au non conventionnel. Cela alors que le stress hydrique dans le monde en général, et en Algérie en particulier, n'était pas aussi menaçant qu'aujourd'hui. La réussite de cette campagne de vaccination du cheptel souligne une fois de plus les «vertus» d'une stratégie basée sur la prévoyance et l'anticipation. L'Algérie fait face à divers risques, notamment dans le secteur de l'agriculture. Le vrai «vaccin» réside donc dans la mise en place de mesures préventives, tout en ayant une stratégie globale qui met en avant tous les scénarios possibles, ainsi que les pertes qui pourraient être engendrées. Le cas du poulet qui s'est vu pousser des ailes, ces derniers mois est un autre exemple de

l'importance d'une telle stratégie. L'envolée des prix des aliments pour le bétail, bien que partiellement expliquée par l'augmentation des coûts de production, trouve aussi ses racines dans la grippe aviaire qui a ravagé une part importante de nos élevages. Cette situation a naturellement restreint l'offre, entraînant une hausse des prix. La grippe aviaire, une menace récurrente pour nos élevages, aurait pu être mieux anticipée avec des mesures appropriées en amont. Bien qu'il n'existe pas de vaccin contre ce virus, des méthodes pour minimiser les risques auraient dû être mises en place. Malheureusement, la majorité de nos poulaillers demeure ancrée dans des pratiques artisanales, sans contrôles rigoureux pour les inciter à se conformer à des normes plus strictes. Des prévisions et statistiques pour estimer les pertes auraient dû être établies, permettant ainsi d'anticiper les besoins du marché et d'éviter des crises

de cette ampleur. Cette nécessité s'étend également à d'autres produits agricoles, comme la pomme de terre. Le Système de régulation des produits de large consommation (Syrpalac) a montré ses limites en raison du manque crucial de prévisions. Pour être plus efficace et anticiper les spéculateurs ainsi que les crises, des mesures préventives devraient être renforcées. Dans un contexte où la sécurité alimentaire devient une priorité, l'Algérie est confrontée à des défis majeurs qui exigent une stratégie novatrice et bien structurée. Le Président a souligné que la «sécurité alimentaire» est le nouveau défi pour protéger le pays, en prenant en compte les leçons tirées de la pandémie de Covid-19 et de la crise en Ukraine. Plus que jamais, l'importation ne peut plus être perçue comme la solution ultime. Seul avec une approche proactive et adaptative, le pays pourra garantir sa souveraineté alimentaire... W.A.S.

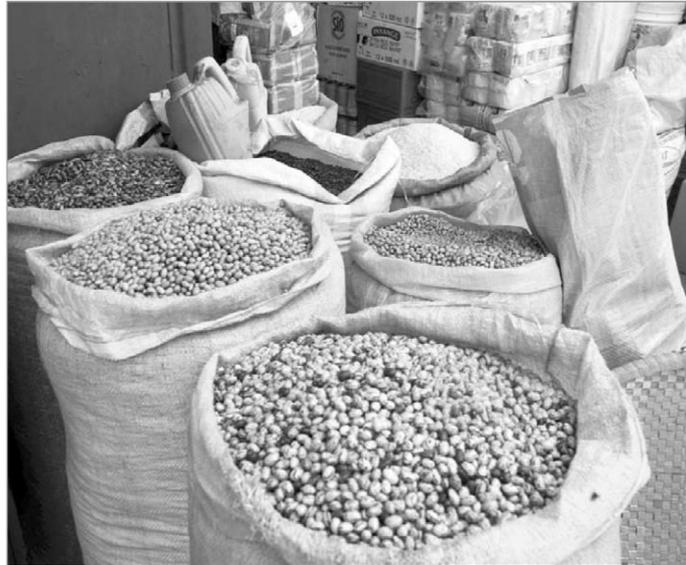
# الفلاحة

## RELANCE DE LA FILIÈRE DES LÉGUMINEUSES

# La production locale au cœur de la stratégie du gouvernement

**LE GOUVERNEMENT A PRIS PLUSIEURS MESURES POUR BOOSTER LA FILIÈRE DES LÉGUMINEUSES. À commencer par la mise en place d'un système contractuel entre les producteurs des légumes secs et l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Puis, la révision à la hausse du prix d'achat de ces produits par quintal, outre l'augmentation du montant de la subvention. Selon les professionnels, l'objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire et de réduire la facture d'importation de ces denrées stratégiques.**

**L**e secrétaire national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Tahar Karami, voit que l'Etat déploie des efforts considérables pour le développement de l'agriculture au vu de son importance pour la sécurité alimentaire et l'économie nationale de manière générale. «Nous avons commencé à relancer la filière des légumineuses en 2015, où les agriculteurs ont pu produire des quantités non négligeables, mais cet élan a été freiné en raison du recours à l'importation. Aujourd'hui, la relance de cette filière est une bonne chose. Car les autorités publiques réalisent l'importance de la production locale dans notre sécurité alimentaire», soutient le responsable. Dans le même ordre d'idées, le secrétaire national de l'UNPA estime que la révision des prix d'achat des légumes secs devrait tenir en ligne de compte le coût de la production pour les agriculteurs ainsi que leurs bénéfices afin de les inciter à poursuivre leur activité. «Le système contractuel est un mécanisme mis en place afin d'assurer l'achat de la production et vise à réguler, de manière engageante, la relation entre l'OAIC et les producteurs», rappelle-t-il. Dans



ce sillage, le président du Conseil national interprofessionnel des céréales, Abdelghani Benali, signale que les nouveaux prix d'achat sont passés de 3.000 à 5.000 dinars le quintal. «Cette forme de subvention de l'Etat vise à mettre sur le marché les légumes secs au prix allant de 200 à 250 dinars le kilo», explique-t-il. Lui aussi juge indispensable de prendre en considération la rentabilité du producteur afin de l'intéresser et le maintenir dans cette filière.

### ACCOMPAGNEMENT BANCAIRE

Par ailleurs, Benali souligne l'importance de l'accompagnement technique et de l'encadrement des directions des services agricoles. Aussi met-il l'accent sur les produits désertants, indispensables à la réussite de cette cul-

ture en semi et post-semi. «Le ministère de l'Agriculture a pris des dispositions pour assurer la disponibilité de ce produit. Cependant, il faudrait une vulgarisation quant à son utilisation», précise-t-il. A cela s'ajoute l'accompagnement bancaire. «Nous avons constaté une souplesse au niveau de la Banque de l'agriculture et du développement rural, en termes de procédures liées à l'octroi des crédits et nous attendons des initiatives d'autres banques afin d'assurer le financement des agriculteurs», lance-t-il.

Pour l'expert agricole Laâla Boukhalfa, les mesures prises par le département de l'Agriculture visent à relancer la filière des légumineuses. «Le ministère entend augmenter la superficie destinée à cette filière straté-

gique à 150.000 hectares, le passage à une relation contractuelle entre producteurs des légumes secs et l'OAIC, outre la révision à la hausse des prix d'achat par les unités de l'OAIC des quantités produites», rappelle-t-il. Selon Boukhalfa, l'Etat a confié la gestion de cette filière stratégique, au même titre que les céréales, à l'OAIC afin de la maîtriser et d'éviter une éventuelle spéculation. Laquelle mission se décline, poursuit-il, en trois axes : procéder à l'évaluation du volume de la production locale et cerner des besoins nationaux, en vue de planifier un programme d'importation de ces denrées alimentaires. «L'Etat adopte une politique encourageant la production nationale dans toutes les filières agricoles stratégiques afin d'assurer la sécurité alimentaire et réduire les importations et, par ricochet, sa dépendance au marché international en fluctuation permanente. Cette politique est avantageuse aussi bien au producteur qu'au consommateur», appuie-t-il.

### ÉTOFFER LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

À ce titre, Boukhalfa relève que les dérèglements climatiques et les crises économiques persistantes continuent d'affecter la production agricole mondiale, d'où l'importance de la stratégie du gouvernement. En somme, c'est une équation où l'Etat intervient au double plan : en mettant, précise-t-il, tous les moyens à la disposition des producteurs et en augmentant le montant de la subvention par quintal de ces produits sur le marché. En ce sens, il souligne l'importance, pour l'OAIC, d'étoffer son réseau de distribution, composé actuellement de plus de 600 points de vente. «Il faut penser à la création des marchés de gros et demi-gros et à élargir le réseau de vente en détail en faisant appel à des redistributeurs», complète-t-il. De même qu'il est nécessaire, recommande-t-il, d'épauler les structures de stockage adéquates de ces denrées. Et cela dans le souci de mener à bien cette stratégie et d'éviter les pertes dues aux avaries.

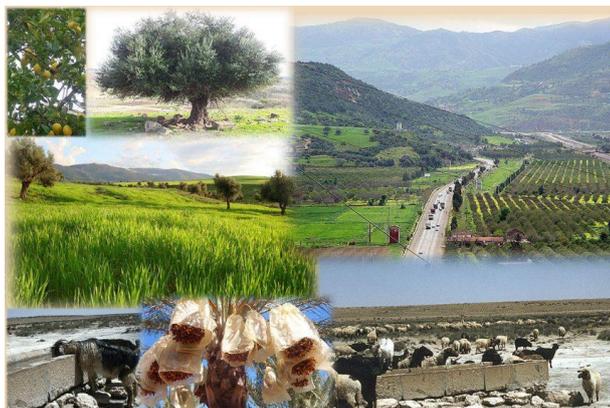
■ A. Mehdid



**ECONOMIE2024/01/13 at 3:58**

## **Crédit RFig : 199 000 agriculteurs financés**

Rédaction R.E.



Plus de 199 agriculteurs ont bénéficié d'un financement dans le cadre du Crédit « Rfig » accordé par la Banque d'Agriculture et de Développement Rural durant la campagne agricole en cours 2023/24.

Le nombre de bénéficiaires du crédit Rfig, jusqu'en novembre 2023, s'élève à 199.600 agriculteurs » pour un montant estimé « à environ 330 milliards DZD, dont 54% pour la filiale céréaliculture, soit environ 177 milliards DZD », est-il relevé dans le rapport préliminaire de Badr Bank.

Dans une déclaration à l'PS, la directrice du marketing et de la communication de la banque, Kenza Larbas, a souligné que « le crédit Rfig est le plus demandé au niveau des agences commerciales de la banque ».

Un attrait qui s'explique par « les procédures réglementaires et les nouvelles facilités mises en place pour en bénéficier ». Outre la filiale céréaliculture, qui s'est taillée la part du lion des prêts, le crédit a concerné divers projets d'investissement, notamment l'acquisition d'intrants, les semences et matières premières pour l'élevage, entre autres. Il convient de noter que le crédit Rfig est un crédit d'exploitation totalement bonifié par l'État destiné au financement des agriculteurs et éleveurs activant à, titre individuel, organisés en coopératives ou en groupements économiques.

D'autre part, le responsable a révélé que la banque entend poursuivre au cours de l'année en cours la mise en œuvre du plan d'expansion de son réseau commercial, « considéré comme le plus grand d'Algérie », en ouvrant six nouvelles agences qui se joindront aux 343 agences réparties à travers le territoire national, outre d'offrir « de nouveaux produits classiques aux artisans et aux professions libérales »



Samedi, 13 Janvier 2024 17:33 Lu : 85 fois

## BADR: 199 000 agriculteurs ont bénéficié du crédit R'fig au titre de la campagne agricole 2023/2024



**ALGER - Plus de 199 000 agriculteurs ont bénéficié de financements dans le cadre du crédit R'fig, accordé par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole actuelle 2023/2024, a appris l'APS auprès de cette banque publique.**

Le nombre de bénéficiaires du crédit R'fig a atteint jusqu'au mois de novembre 2023, un total de 199 600 agriculteurs, ayant bénéficié de financements estimés à près de 330 milliards DA, dont un taux de 54% destiné à la filière céréalière, soit près de 177 milliards DA, selon le bilan préliminaire de la banque.

La directrice marketing et communication de la BADR, Kenza Larbas, a souligné que le crédit R'fig était le plus demandé au niveau des agences commerciales de son établissement, expliquant l'intérêt croissant des agriculteurs pour ce crédit par les mesures organisationnelles et les récentes facilités d'octroi.

Comparé au nombre de demandes enregistrées, "en nette hausse", cette année, le taux de traitement et de validation des dossiers était "excellent", précise la responsable.

Outre la filière céréalière qui s'est taillée la part du lion de ces crédits, les affectations spéciales concernent les dossiers validés des différents projets d'investissement dans le domaine agricole, relatifs à l'acquisition des différents intrants, semences et matières premières destinées à l'élevage et autres.

Pour rappel, le crédit "Rfig" est un crédit d'investissement, entièrement subventionné par l'Etat et destiné à financer les agriculteurs et les éleveurs exerçant leurs activités seuls ou dans un cadre organisé, en coopératives ou groupes économiques. Il couvre plus de 350 domaines agricoles.

Pour l'année en cours, la BADR envisage de poursuivre l'application du plan d'extension de son réseau commercial, "le plus important en Algérie", à travers l'ouverture de six nouvelles agences qui viendront s'ajouter à ses 343 agences réparties à travers l'ensemble du territoire national, en sus de proposer de "nouveaux produits classiques destinés aux artisans et aux professions libérales".

### **== Les dépôts de la finance islamique ont dépassé les 22 Mds de DA ==**

S'agissant de la finance islamique, Mme Larbas a indiqué que "la Banque a enregistré, depuis le lancement de cette activité en 2021 et jusqu'à fin 2023, plus de 22 Mds de DA de ressources financières et plus de 30.000 comptes (particulier, professionnel et entreprise) dans les différentes formules de finance islamique".

Dans ce cadre, ce premier bilan, considéré comme "positif", confirme la demande importante exprimée par les clients sur ce type de formule.

Les produits de la finance islamique de la BADR sont commercialisés à travers 81 guichets dédiés à ce type de finance et quatre agences spécialisées, tandis que cette Banque ambitionne de poursuivre la généralisation de ces guichets au cours de l'année 2024 pour englober progressivement l'ensemble de ses agences commerciales sur tout le territoire national, avec l'ouverture "au minimum" de 23 guichets islamiques.

Au vu de la tendance haussière de la demande sur ce type de finance, la BADR a récemment demandé une autorisation de la Banque d'Algérie en vue de commercialiser de nouveaux produits, après avoir obtenu le certificat de conformité aux préceptes de la Charia délivré par l'Autorité Charaïque nationale de la Fatwa pour l'industrie de la finance islamique, notamment des crédits à la consommation à savoir "Mourabaha équipements", "Mourabaha moto" et "Mourabaha véhicule", offrant un taux de financement pouvant atteindre jusqu'à 90% du coût total. Ces derniers "seront proposés parallèlement à la disponibilité des véhicules fabriqués localement".

En 2024, la BADR proposera de nouveaux produits bancaires conformes à la Charia via la formule "Idjara" pour le financement des entreprises et des particuliers, lesquels s'ajouteront, poursuit Mme Larbas, aux 14 produits actuellement commercialisés.

Dans le cadre de sa démarche visant le renforcement de l'inclusion financière, la BADR ambitionne de lancer prochainement un nouveau service permettant aux citoyens d'introduire une demande de financement à distance via son site web, 7j/7 et 24h/24, à l'issue de laquelle un rendez-vous est fixé au niveau de l'agence bancaire concernée avec un conseiller clients afin de parachever les procédures.

Pour ce qui du e-paiement, la BADR avait distribué plus de 300.000 cartes bancaires au profit de ses clients à l'échelle nationale, et installé plus de 5.000 terminaux de paiement électronique (TPE), selon la Directrice marketing et communication de cette banque publique.

# الأسواق & الأسعار

## Marchés & mercuriale

## VIANDES BLANCHES ET ŒUFS

# Bientôt des prix en baisse

**L'agronome et spécialiste de la filière volailles, Laâla Boukhalfa, s'attend à une légère baisse des prix du poulet et des œufs au cours des deux prochains mois, c'est-à-dire avant le mois de Ramadan, et ce, après la hausse continue des prix observée au cours des derniers mois.**

**U**ne baisse, a-t-il expliqué, qui est due aux efforts du ministère de l'Agriculture pour enrayer la hausse effrénée des prix, en plus de l'impact positif des programmes d'importation de viande rouge qui ont soulagé la tension sur le marché de la viande blanche.

" Outre les mesures prises par les plus hautes autorités du pays à travers la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les éleveurs de volailles, dont l'objectif reste de limiter la hausse

des prix de la viande blanche et des œufs, qui ont atteint des niveaux records, les programmes d'importation de viande rouge entrepris par le ministère du Commerce porteront leurs fruits ", a expliqué au site " Echaâb Online " Dr. Boukhalfa.

Le spécialiste de la volaille a également affirmé que le marché national a besoin de 50 000 tonnes de viande rouge par mois, et que les autorités en ont importé jusqu'à présent 20 000 tonnes.

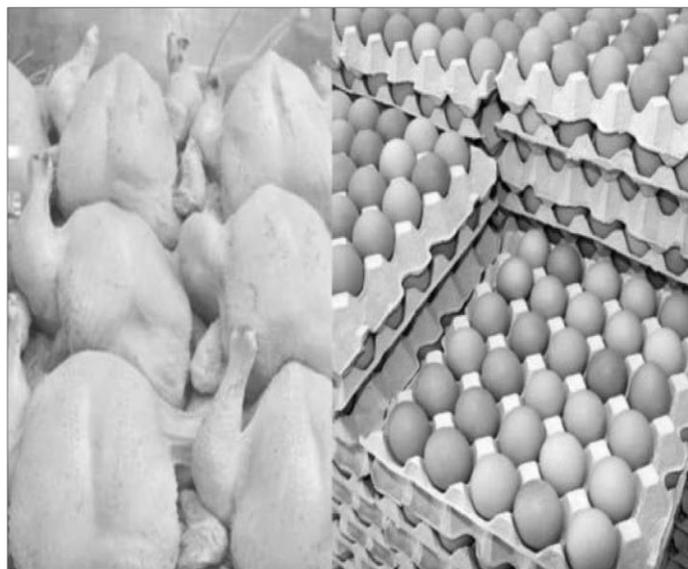
Il a ajouté que la poursuite du processus au cours des deux prochains mois entraînera inévitablement une baisse des prix, renforcée par l'augmentation des programmes d'élevage de volailles, qui ont dépassé la quantité requise, soit 400 poules pondeuses.

L'expert agricole a déclaré que les prix de la viande blanche et des œufs baisseraient à partir de fin janvier jusqu'en mars prochain.

Il a souligné la possibilité de réduire le prix d'un plateau d'œufs à 350 dinars, après que son prix ait atteint 700 dinars, et ce, après avoir porté le nombre des poules pondeuses à 500, et dépassé le plafond des besoins requis (importations poussins d'un jour).

Il a fait savoir que cela se déroulera par étapes jusqu'en septembre prochain.

Dans ce contexte, Dr. Boukhalfa a souligné que la maîtrise des prix des biens de consommation, notamment ceux de la viande blanche, nécessite de résoudre les problèmes auxquels est



confrontée la filière, notamment en ce qui concerne les programmes d'élevage de volailles.

Cela en plus de problème du coût élevé des aliments pour volailles, qui nécessite de modifier le régime alimentaire des volailles en supprimant le maïs et le soja et d'en trouver des alternatifs, ou d'investir dans une industrie alimentaire orientée vers les volailles en encourageant la culture du soja et du maïs, afin d'assurer une réduction de leur prix à long terme.

Cela nécessite également de résoudre le problème des épidémies et des maladies infectieuses, comme la grippe saisonnière, qui menace les poules de chairs et celles pondeuses et provoque parfois plus de 80 pour cent de taux de mortalité de

volaille. Cela nécessite de lutter contre ce phénomène, notamment avec la présence d'inspecteurs vétérinaires dont la mission est de maintenir la santé animale au niveau de chaque wilaya.

Avec la nécessité de se tourner vers des techniques modernes d'élevage de volailles pour réduire les pertes enregistrées annuellement par les éleveurs.

Le spécialiste de la filière avicole a souligné la nécessité de développer une stratégie assurant une organisation stricte et un suivi de terrain pour assurer le bon fonctionnement de cette filière sensible, qui contribue à répondre aux besoins des citoyens, notamment en matière de viande blanche.

*Hamid M.*

# الجهوي

## Régions

**EL-BAYADH.** DSA

## Près de 500 hectares consacrés à l'investissement agricole

*Une superficie de près de 500 hectares a été réservée à l'investissement agricole dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris, mercredi, de la directrice des Services agricoles (DSA), Mahboubi Fouzia.*

**L**a même responsable a indiqué à l'APS qu'une superficie de 496 hectares a été retenue pour abriter des projets portés par des investisseurs dans le secteur agricole, précisant que la démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de mise en valeur des terres par la concession, conformément au décret 21-432 encadrant les modalités d'accès au patrimoine privé de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 22 février 2022 définissant les modalités d'accès aux périmètres agricoles à des fins de valorisation dans le cadre de la concession agricole. Les terres concédées sont réparties à travers le périmètre de M'segma, dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh (200 hectares), dans la zone de Smota, commune d'Arbouet (150 hectares), au niveau du périmètre de la zone de Saguia J'dida d'une superficie de 96 hectares, situé dans la commune de Larak et au niveau du périmètre agricole d'El Hodna (50 hectares, dans la commune de Sidi Amar. Les périmètres retenus par la DSA pour abriter les activités des futurs investisseurs ont fait l'objet, préalablement, d'études économiques et techniques inhérentes aux aspects concernant la nature du sol, climatique et hydrologique. Par ailleurs, dans le but de conférer plus de transparence à l'opération, l'Office national des terres agricoles a lancé, novembre dernier, une plateforme numérique destinée à recueillir les demandes des agriculteurs ayant adhéré à la démarche. Dans le même cadre, la Commission technique de la wilaya chargée de la promotion de l'investissement agricole procédera, au cours de la semaine prochaine, à l'examen et au traitement des dossiers des investisseurs potentiels, recueillis à travers ce support technolo-



Ph : DR

gique, a-t-on fait savoir de même source, qui a ajouté que l'annonce des "candidats" retenus sera faite dès la finalisation de l'étude des dossiers.

Par ailleurs, la commission chargée de piloter cette opération a défini une série de critères ouvrant droits à l'accès à la propriété foncière, dont ceux inhérents aux capacités financières des postulants et les délais fixés par ces derniers pour concrétiser leurs projets.

En contrepartie, les investisseurs retenus bénéficieront, de la part des services compétents, de l'appui et du soutien

nécessaires à leurs activités respectives. La même source a signalé, en outre, qu'il sera procédé, ultérieurement, à l'ouverture de nouveaux périmètres agricoles dans cette collectivité locale des Hauts-Plateau, conformément aux procédures et à la législation en vigueur. Parallèlement, une autre action visant l'assainissement du foncier agricole est en cours à travers la wilaya, ciblant les postulants parmi les agro-investisseurs n'ayant toujours pas lancé leurs projets ou encore ceux ayant manqué à leurs engagements, selon la même source.

## 85% du cheptel vacciné contre la fièvre aphteuse à Oum El Bouaghi

La campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse a atteint 85% de réalisation dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, touchant 26 019 bovins sur un total de 30 225 têtes. La campagne, qui se poursuivra jusqu'au 24 janvier, mobilise 20 vétérinaires du secteur public et 79 du secteur privé répartis dans les 29 communes de la wilaya. Aucun cas de fièvre aphteuse n'a été enregistré, et les 2212 éleveurs bovins locaux ont participé à la campagne de vaccination. A titre préventif, huit marchés aux bestiaux ont été temporairement fermés, et des actions de sensibilisation ont été menées auprès des éleveurs par des vétérinaires.

### BEJAIA

## L'OLIVE SE FAIT AVARE

LE RENDEMENT par quintal a connu une baisse draconienne cette année encore.

■ AREZKI SLIMANI

La filière de l'oléiculture de la wilaya de Béjaïa a enregistré, cette année, une baisse du rendement des olives et par ricochet, celui de l'huile au quintal. Le constat était unanime, ce vendredi, à la station de trituration Sabi, à Takerietz, l'une des huileries les plus connues de la région de la Soummam. «Ce paysan n'a récolté que 125 kg sur ces cinq oliviers et au final, il a obtenu une dizaine de litres », fait remarquer le conducteur des machines de trituration. «D'autres n'ont récolté que 4 à 5 litres au quintal », ajoute-t-il comme pour soulager le paysan qui venait juste de récupérer son huile. Une année maigre en somme. Non seulement, il y eut peu d'olives, mais l'olive était, elle aussi, avare. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette faiblesse dans le rendement. On avance les conditions climatiques ayant sévèrement sévi au cours de la période de floraison des oliviers, qui a coïncidé avec les vents chauds, provoquant la chute des bouton-

ner florales d'oliviers, ainsi que le phénomène de la cueillette anarchique des olives avant leur maturité. « Le rendement au quintal s'est amélioré à la faveur des pluies du début du mois de décembre », souligne un paysan de Souk Oufella, qui attendait son tour. En effet, tous les propriétaires qui ont ramassé leurs récoltes avant les pluies, soit durant le mois de novembre ont eu un rendement catastrophique, renchérit un autre villageois de Seddouk. À l'heure actuelle, la cueillette des olives bat son plein à travers les champs et sur les flancs des monts de la vallée de la Soummam. Des chargements pour la trituration arrivaient sans arrêt. Les localités de Tazmalt, Ouzellaguen, Sidi Aïch, El Mathen, Beni K'sila, Chemini et d'autres régions de la wilaya, qui sont réputées pour leur climat tempéré et ensoleillé. Les habitants de ces localités ont acquis une maîtrise de la culture de l'olive et la conception des oliveraies depuis la nuit des temps. L'huile d'olive de la région de Béjaïa est réputée par sa qualité, son goût inimitable, ainsi que sa richesse en antioxydants. Elle est



Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette faiblesse dans le rendement

le fruit d'un savoir-faire ancestral, développé à travers le temps et transmis de génération en génération. Avec plus de 50 000 oliviers, la wilaya de Béjaïa produit, ces dernières années, un quart de la production nationale d'huile d'olive. Vieillies, rabougries, touchées par les incendies, mal entretenues, beaucoup d'oliveraies dépérissent sous les yeux de leurs propriétaires. C'est pourquoi cette année, tout le monde s'est mis au défi-

chage et à l'élagage des oliviers de toutes les branches vieilles et asséchées. «L'olivier adore la coupe et a besoin d'aération pour pousser et être plus rentable», explique Nordine, un spécialiste en la matière. Avec sa scie, il sillonne les oliveraies à la demande des propriétaires pour assurer une tâche qui, jadis, était l'œuvre des propriétaires eux-mêmes. Qu'à cela ne tienne! Béjaïa garde sa position de leader national. A.S.



Samedi, 13 Janvier 2024 17:50 Lu : 42 fois

## Annaba : ouverture du Salon national de l'agroalimentaire et de packaging



**ANNABA - La deuxième édition du Salon national de l'industrie agroalimentaire et de packaging (Agroserve) s'est ouverte samedi à Annaba avec la participation de 41 opérateurs économiques exposants venus de plusieurs wilayas du pays.**

"Les industries agroalimentaires et l'emballage représentent des secteurs d'activités vitaux pour l'investissement et les startups à forte valeur ajoutée, source de développement de la compétitivité des entreprises", ont estimé des participants à cette manifestation qui se tient trois jours durant à l'Hôtel Sheraton Annaba.

"Les entreprises de ces secteurs ont besoin constamment d'améliorer leur compétitivité", ont relevé les intervenants lors des séances débats tenues en marge du Salon, estimant que la manifestation est une opportunité pour les promoteurs de projets innovants de mettre en avant leurs idées.

Selon Mohamed Oussama Houam, responsable de l'Agence de communication organisatrice, la participation de startups spécialisées dans les services numériques de gestion, marketing et design confirme l'importance des opportunités d'investissements offertes aux jeunes dans les multiples domaines en rapport avec l'agroalimentaire.

Lors de sa visite aux pavillons du Salon, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui qui en a présidé l'ouverture a mis l'accent sur l'importance de présenter les opportunités d'investissements dans les industries agroalimentaires et de développer les activités innovantes dans le but de valoriser la production locale.

Outre l'exposition des divers produits agroalimentaires et offres de packaging disponibles sur le marché national, le Salon réserve également des pavillons aux matériels d'emballage et de conservation des aliments.

Des conférences portant sur l'investissement industriel et les technologies utilisées en matière de conserverie, figurent également au programme de la deuxième édition du Salon national de l'industrie agroalimentaire et de packaging.

## MASCARA

# L'aquaculture intégrée à l'agriculture, une solution durable

● Les avantages de l'élevage du poisson dans les bassins d'irrigation sont multiples : les eaux utilisées, riches en matières organiques naturelles, améliorent la productivité agricole, doublent la production agricole en quantité et en qualité (notamment pour les arbres fruitiers), et réduisent l'utilisation d'engrais chimiques.

La ferme des frères Benbouha, située dans la localité de Mohammadia, s'est distinguée comme l'une des principales exploitations d'aquaculture intégrée à l'agriculture, ayant réussi l'élevage du tilapia rouge dans la wilaya de Mascara. Le 3 janvier, à l'occasion de la célébration de la Journée de wilaya de l'orange, elle a ouvert ses portes aux visiteurs pour présenter un aperçu de ses pratiques novatrices dans la production et l'élevage du tilapia rouge, ainsi que dans l'exploitation des eaux d'aquaculture pour l'irrigation des champs d'orangers, démontrant ainsi une approche intégrée et durable de l'agriculture et de l'aquaculture. Selon les données de la direction des services agricoles de Mascara, cette exploitation, s'étendant sur une superficie de 19 ha, comporte des vergers d'orangers de variétés Thomson et Clémentine, avec un rendement moyen de 360 quintaux par hectare. Elle

dispose d'un bassin d'une capacité de 5000 m<sup>3</sup> utilisé à la fois pour l'irrigation et l'élevage du tilapia rouge, ainsi que d'une écloserie dédiée à la production et à l'élevage de jeunes poissons de cette espèce. Rencontré sur les lieux, Sameur Djellali, directeur régional de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Relizane, qui supervise également les stations des wilayas de Mascara et de Tiaret, nous a déclaré : «Les frères Benbouha ont mis en place un système d'élevage permettant de produire du tilapia rouge de haute qualité, tout en augmentant la productivité des champs d'orangers grâce à l'utilisation des eaux de l'élevage du poisson, riches en matières organiques naturelles. Cela favorise des économies d'engrais et améliore la qualité des oranges.» Il a ajouté : «Cette ferme illustre les bénéfices de l'aquaculture intégrée à l'agriculture pour les agriculteurs et les éleveurs. Elle montre qu'il est pos-

sible de concilier production agricole et production aquacole de manière durable et bénéfique pour l'environnement.» Dans ce contexte, M. Sameur a révélé que le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques promeut la filière de l'aquaculture, en particulier la production du tilapia rouge destinée à la consommation humaine, en introduisant dans la loi de finances de 2024 diverses mesures incitatives fiscales pour les acteurs de l'aquaculture, notamment les producteurs de tilapia rouge.

Ces mesures comprennent, a-t-il précisé, «une prime incitative de 50 DA par kilogramme de tilapia produit localement, l'exonération des droits de douane et l'application d'un taux réduit de TVA pour l'importation des aliments destinés à l'aquaculture». De plus, «elles englobent l'exemption de la TVA pour les transactions de vente de tilapia produit localement et l'application d'un taux réduit de TVA à hauteur

de 9% sur la vente de ce type de poisson par les transformateurs». La direction de la pêche et de l'aquaculture de Relizane, en coordination avec la station de la wilaya de Mascara, faut-il le souligner, mènent des actions de sensibilisation au profit des agriculteurs disposant de réservoirs d'eau à investir dans l'aquaculture du tilapia rouge et à bénéficier des incitations gouvernementales pour cette filière. M. Samer a tenu à éclairer que les avantages de l'élevage du poisson dans les bassins d'irrigation sont multiples : les eaux utilisées, riches en matières organiques naturelles, améliorent la productivité agricole, doublent la production agricole en quantité et en qualité (notamment pour les arbres fruitiers), et réduisent l'utilisation d'engrais chimiques. «Cette pratique respectueuse de l'environnement offre des produits naturels de haute qualité et bénéfiques pour la santé», a-t-il conclu.

Abdelouahab Souag